

D'anciens présidents de l'Amérique Latine rejettent la répression en Colombie



La Havane, 20 mai (RHC) Des leaders de l'Amérique Latine, dont d'anciens reconnus chef d'État ont exprimé leur solidarité avec le peuple colombien face à la répression et la brutalité du gouvernement.

Par le biais d'une lettre émise ce mardi, plus de 30 personnalités politiques de la région, ont dénoncé « les graves incidents de violence » enregistrés en Colombie depuis 22 jours au milieu d'une protestation

nationale contre le gouvernement et ils ont lancé un appel à mettre fin aux différends à travers le dialogue et en même temps à garantir la paix et la démocratie.

« La protestation est un droit consacré par les conventions internationales et la mobilisation sociale constitue une expression légitime de la participation citoyenne. Il est urgent de préserver les garanties pour ceux qui font usage de ces droits » précise le document signé par Luiz Inácio Lula da Silva et sa compatriote Dilma Rousseff, José Mujica, Evo Morales, Fernando Lugo, Rafael Correa et Manuel Zelaya, anciens présidents du Brésil, de l'Uruguay, de la Bolivie, du Paraguay, de l'Équateur et du Honduras, respectivement, et un groupe de parlementaires et d'anciens ministres des Affaires Étrangères de l'Amérique Latine.

En Colombie les protestations n'ont pas cessé depuis le 28 avril dernier pour exiger des réformes fondamentales et la fin de la violence promue par l'État, qui a laissé environ 50 morts, et d'autres 600 blessés à cause de l'usage excessif de la force policière.

Ce mercredi l'escadron Mobile anti-émeute (Esmad) de la police Nationale colombienne a réprimé à nouveau brutalement plusieurs manifestations dans différentes parties du pays. À Bogota, la capitale, la violence policière a laissé 12 blessés et on a rapporté le cas d'une personne qui a perdu un œil.

Le groupe dissident des anciennes Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie, Armée du Peuple (FARC-AP) a annoncé dans la même journée l'assassinat de son ancien chef de guérilla Seuxis Paucias Hernández Solarte, surnommé Jesús Santrich, dans une embuscade exécutée par l'armée colombienne en territoire vénézuélien.

Face à cette situation, le 26 mai, la Chambre de Représentants de la Colombie tiendra un débat sur la motion de censure contre le ministre de la défense, Diego Molano en raison des excès de violence commis par les Forces Publiques lors des manifestations contre les mesures promues par le gouvernement colombien dirigé par Iván Duque.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/257919-danciens-presidents-de-lamerique-latine-rejettent-la-repression-en-colombie>



Radio Habana Cuba